NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GENERALE

A/9998
S/11598
13 janvier 1975
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trentième session
APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

CONSEIL DE SECURITE
Trentième année

Lettre datée du 10 janvier 1975, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Chargé d'affaires a.i. de la Mission permanente de la République-Unie de Tanzanie

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le texte d'une allocution prononcée par Son Excellence M. Julius K. Nyerere, président de la République-Unie de Tanzanie, lors de la vingt-quatrième session du Comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine, le 8 janvier 1975, à Dar es-Salam.

Compte tenu de l'importance que l'Organisation des Nations Unies attache à la décolonisation, mon gouvernement vous prie de faire distribuer le texte de cette allocution comme document officiel de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, au titre du point intitulé "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux".

Le Chargé d'affaires a.i.,

(Signé) Nestor RWEYEMAMU

ANNEXE

Allocution prononcée par Son Excellence M. Julius K. Nyerere, président de la République-Unie de Tanzanie, à la vingt-quatrième session du Comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine, le mercredi 8 janvier 1975, à Dar es-Salam

J'ai grand plaisir à souhaiter la bienvenue aux membres du Comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine à Dar es-Salam à l'occasion de leur première réunion de 1975. Vous avez des tâches importantes à accomplir pour l'Afrique : faire le point du progrès de la lutte de libération et examiner quelle est pour l'Afrique libre la meilleure façon d'aider les peuples opprimés de notre continent à franchir la prochaine étape de leur lutte.

Depuis la création du Comité en 1963, bien des pays d'Afrique ont accédé à l'indépendance. Mais la plupart d'entre eux y sont parvenus sans intervention ni assistance notables du Comité, parce que leur souveraineté a été l'aboutissement naturel d'une lutte politique pacifique entre les populations intéressées et leurs maîtres coloniaux de naguère. De nous autres, un appui moral suffisait, et point n'est besoin d'un comité pour réunir des sympathies anticolonialistes en Afrique.

Cependant, dès 1963, il n'était que trop évident que les populations de l'Afrique australe et de la Guinée-Bissau avaient un travail différent et beaucoup plus difficile à accomplir. Elles avaient déjà tenté de conquérir la liberté et le respect de leur dignité humaine par des moyens pacifiques, et leurs efforts avaient déjà été impitoyablement réprimés. Il ne leur restait comme alternative que de se soumettre ou de s'engager dans la lutte armée. Et partout la reddition fut rejetée. En fait, les combats avaient déjà commencé dans deux colonies avant la formation du Comité de libération; au Mozambique, les préparatifs de guerre étaient fort avancés aussi. Dans le contexte africain, une lutte violente pour la liberté exige un appui organisé de l'Afrique libre et d'ailleurs. On ne saurait combattre un Etat policier avec des arcs et des flèches et par les techniques de la guerre tribale.

Voilà ce qui a déterminé la nature des travaux du Comité. Il s'est efforcé surtout d'organiser et de coordonner l'appui accordé par l'Afrique à la lutte armée dans les colonies portugaises. Et quand il est apparu que la situation avait de moins en moins de chances de progresser par des moyens pacifiques en Rhodésie et en Namibie, le Comité a aussi aidé les mouvements nationalistes de ces pays à se préparer à un effort semblable. Ce choix stratégique de priorités pour l'Afrique, si difficile qu'il fût à cause des autres demandes d'assistance, s'avère maintenant avoir été juste.

Car l'année 1974 a été marquée par de grands succès en Afrique. Le colonialisme portugais a été battu. L'indépendance de la Guinée-Bissau a été reconnue par le monde entier. Les dates de l'accession à l'indépendance ont été fixées pour le Mozambique et pour São Tomé. L'indépendance de l'Angola n'est qu'une question de temps et en fait d'unité entre les populations africaines du territoire.

/...

Les populations de ces pays méritent que nous leur rendions hommage de ce succès. Nous pouvons même nous permettre en tant que membres du Comité de prendre notre petite part de compliments. Les événements de 1974 sont manifestement et incontestablement le résultat des luttes armées qui se poursuivent depuis plus de 10 ans. Sans ces sacrifices et ces efforts, les colonies portugaises seraient actuellement aussi loin de l'indépendance qu'en qu'en 1960, avant le début des combats.

Monsieur le Président, aucun Africain n'aime se battre pour se battre. Partout dans le monde les gens veulent vivre dans la liberté. C'est seulement en désespoir de cause qu'ils se sentent contraints de risquer leur vie pour elle. Mais j'espère qu'il est dorénavant évident que les Africains sont résolus à se battre, si c'est la seule façon d'obtenir leur indépendance nationale, et qu'ils se battront jusqu'à ce que l'objectif soit atteint. C'est ce qu'ont fait les populations de la Guinée-Bissau, du Mozambique, de l'Angola et c'est ce que feront les populations de la Rhodésie et de la Namibie s'il le faut.

On voit bien maintenant quel tournant décisif a pris la politique africaine depuis la défaite du colonialisme portugais. Le besoin de combattre le Portugal par les armes n'existe plus.

La population de la Guinée-Bissau, sous la direction du PAIGC, avait proclamé son indépendance en septembre 1973. Mais elle prévoyait d'autres années de combat pour chasser les forces occupantes. Or, voici qu'au lieu de cela, la Guinée-Bissau est membre de l'OUA et de l'ONU et toutes les troupes portugaises ont quitté le territoire. Je suis certain de traduire les sentiments de tous les membres du Comité en offrant félicitations et bons voeux au Gouvernement de la Guinée-Bissau et à tous ceux qui ont combattu et souffert pour la libération de leur pays. Cette libération a coûté cher; le combat a fait trop de blessés et trop de morts, y compris l'un des plus grands leaders africains, M. Amilcar Cabral. Mais leur sacrifice a permis d'atteindre leur objectif. Ils ont conquis la liberté et, pour la population de leur pays, la possibilité d'édifier une société fondée sur la dignité humaine et sur la justice.

Au Mozambique aussi, beaucoup d'Africains ont été tués. Cette année, la population du voisin sud de la Tanzanie célébrera son accession à l'indépendance nationale sous un gouvernement du FRELIMO. Nous offrons encore une fois à tous ceux qui ont combattu et souffert pour cet objectif nos très sincères félicitations et nous leur assurons que l'Afrique continuera de les aider à s'acquitter de la tâche difficile de construire une société nouvelle fondée sur l'égalité entre les hommes.

Le rythme plus lent de la décolonisation angolaise tient au moins partiellement aux mouvements africains de libération eux-mêmes. La désunion qui régnait entre eux jusqu'à ces derniers jours a rendu impossible toute négociation valable avec les Portugais. En fait, l'Afrique se trouvait à un certain moment en face du spectre d'une guerre civile en Angola qui aurait succédé à la lutte de libération. Je sais que nous nous réjouissons tous d'apprendre de Mombasa que les trois mouvements angolais ont établi un programme politique commun et accepté d'oeuvrer ensemble à la reconstruction nationale. Nous félicitons tous les intéressés et leur demandons instamment de bien protéger leur unité pendant les jours prochains qui ne manqueront pas de la mettre à l'épreuve. La population angolaise a souffert assez longtemps. Et sa liberté compte encore beaucoup d'ennemis. Il lui faut l'unité qui vient d'être faite, ai . qu'elle puisse prendre et protéger la liberté qui est à sa portée et la faire servir au progrès de l'Angola et de l'Afrique.

Tous ces événements font que la présente réunion du Comité de libération est peut-être la dernière où les combattants pour la libération des colonies portugaises soient appelés à rendre compte des progrès réalisés et à demander des appuis pour leurs luttes. Réjouissons-nous en. Ses mouvements nationalistes ne sont certes pas au terme de leurs difficultés. Les nouveaux gouvernements auront besoin de l'appui de l'Afrique pendant les mois et les années qui viennent. Mais cet appui changera de forme. Le Comité de libération peut, lui, passer à ses autres tâches.

Cependant, la fin du colonialisme portugais modifie énormément la nature de ces autres tâches. Le contexte dans lequel doit maintenant être menée la lutte de libération en Afrique australe est complètement transformé. L'Afrique libre a beaucoup progressé et étendu le champ de ses opérations. Il n'est donc pas étonnant que devant le progrès de la liberté au Mozambique et en Angola de nouvelles positions politiques se dessinent chez les dirigeants minoritaires d'Afrique du Sud et de Rhodésie.

Car la Namibie et la Rhodésie prendront maintenant inévitablement la première place dans les efforts accomplis par l'Afrique pour libérer le continent africain. Il importe donc que nous réitérions les objectifs que nous poursuivons pour ces pays.

En ce qui concerne la Namibie, ils peuvent être énoncés simplement et brièvement : l'Afrique est décidée à obtenir pour toute la Namibie l'indépendance fondée sur le gouvernement par la majorité. Nous rejetons catégoriquement tous les projets tendant à diviser cet Etat en bantoustans ou à lui enlever certaines parcelles pour les rattacher à l'Afrique du Sud. La population de la Rhodésie - et l'ensemble de l'Afrique - exigent aussi pour le Zimbabwe l'indépendance fondée sur le gouvernement par la majorité. Toute autre base est inacceptable. La population rhodésienne, pleinement soutenue par l'Afrique libre, a rejeté une fois pour toutes la notion d'indépendance fondée sur le gouvernement par la minorité.

/...

Il existe deux moyens d'atteindre l'objectif : la voie pacifique et la lutte armée. Le choix de la méthode ne dépend pas des nationalistes africains. Il dépend entièrement de M. Smith et de ses partisans. Je suis sûr, en fait, que les nationalistes africains préféreraient atteindre leur objectif par la voie pacifique, mais si leurs adversaires rejettent un progrès pacifique vers le gouvernement par la majorité, les Africains n'auront alors d'autre choix que que de prendre les armes. Ils seront prêts à tuer et à mourir pour leur indépendance. Car pour la Rhodésie, il en est ainsi et il ne saurait y avoir d'indépendance sans le gouvernement par la majorité.

C'est ce que nous avons dit maintes et maintes fois. Premièrement, nous sommes décidés à obtenir pour la Rhodésie l'indépendance fondée sur le gouvernement par la majorité. Deuxièmement, nous préférerions atteindre cet objectif par la voie de la négociation. Troisièmement, si les racistes rejettent cette méthode ou s'ils viennent à la table des négociations uniquement pour saboter l'accession à une indépendance fondée sur le gouvernement par la majorité, l'Afrique devra intensifier la lutte armée et elle le fera. Cette guerre plus intense durera ou bien jusqu'à l'indépendance fondée sur le gouvernement par la majorité, ou bien jusqu'à ce que les ennemis de l'Afrique consentent à discuter en fonction des réalités de la situation. Nous voulons que les amis de l'Afrique, et ses ennemis aussi bien, admettent que ces trois déclarations veulent dire exactement ce qu'elles disent. Ils doivent ajouter foi à nos paroles. Nous avons fait à peu près les mêmes déclarations à propos des colonies portugaises et nos amis comme nos ennemis au Portugal ont maintenant admis que nous pensons sérieusement ce que nous disons. Il aurait été infiniment préférable qu'ils nous aient crus plus tôt : cela aurait évité bien des souffrances. Toutefois, si le sang versé dans les colonies portugaises et les souffrances subies ont convaincu les autorités de l'Afrique australe que les trois déclarations que nous avons faites sont l'expression profonde de notre pensée, cela épargnera à tous des guerres encore plus désastreuses et encore plus terribles.

Ainsi, l'Afrique a toujours affirmé qu'il faudrait, pour que les combats en Rhodésie cèdent le pas à de fructueuses conversations constitutionnelles, libérer d'abord les dirigeants politiques africains pour qu'ils puissent participer pleinement et librement à ces conversations. Certains de ces dirigeants viennent d'être libérés par le régime Smith et il est question de réunir bientôt une conférence constitutionnelle.

Cette nouvelle tendance signifie peut-être que le Gouvernement sud-africain et la minorité dirigeante rhodésienne commencent à prendre davantage l'Afrique libre au sérieux. En fait, nous n'en savons rien; le temps seul le dira. Mais nous ne pouvons pas attendre passivement. L'Afrique doit être prête à faire face aux éventualités. S'il doit y avoir une conférence constitutionnelle, notre Comité devra inciter les nationalistes rhodésiens à s'y préparer très sérieusement et à y participer tout aussi sérieusement pour en assurer le succès, et par là nous entendons l'indépendance sur la base et uniquement sur la base d'un gouvernement par la majorité. Mais en même temps, nous devons tous - notre Comité aussi bien que les dirigeants nationalistes - nous apprêter

xxx

/...

résolument à soutenir une lutte armée longue et intense en Rhodésie si la conférence constitutionnelle échoue. Car il ne doit faire de doute pour personne que nous revendiquons très sérieusement l'indépendance sur la base d'un gouvernement par la majorité ni que nous sommes capables de recourir à la lutte armée si, malheureusement, cela est nécessaire.

Comme je l'ai déjà indiqué, il y a eu quelques signes encourageants. Certains dirigeants de la ZAPU, de la ZANU et de l'ANC ont été libérés, bien qu'il apparaisse maintenant que leur liberté n'est pas aussi complète qu'elle devrait l'être. Nous sommes convaincus que la prochaine étape sera la réunion d'une conférence constitutionnelle. Les objectifs que poursuivra l'Afrique à cette conférence ont été clairement définis.

Il semble toutefois que l'équivoque créée par la revendication africaine - l'indépendance immédiate sur la base d'un gouvernement par la majorité - n'ait pas été entièrement levée. C'est du mot "immédiate" que naît, semble-t-il, la difficulté. Je vais donc clarifier notre position.

L'Afrique veut l'indépendance de la Rhodésie tout comme elle veut celle des colonies portugaises et de la Namibie. Il serait absurde d'imaginer que l'Afrique revendique pour tous les autres pays l'indépendance immédiate mais que, pour la Rhodésie, elle demande autre chose dans l'immédiat, l'indépendance ne survenant que dans un avenir vague et lointain. Nous avions cru en fait que la question de l'indépendance faisait l'accord unanime de tous les Rhodésiens, blancs et noirs. Notre désaccord portait et porte toujours sur ses termes. S'il y avait eu, en 1965, un gouvernement par la majorité et si le Royaume-Uni avait alors refusé l'indépendance, je suis certain que toute l'Afrique aurait appuyé une déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie. En l'occurrence, nous qui sommes résolus à obtenir l'indépendance de l'Afrique avons rejeté la déclaration unilatérale d'indépendance de M. Smith parce qu'elle reposait sur des termes inacceptables.

Le fait est que la revendication fondamentale de l'Afrique n'a jamais changé. Nous continuons à répéter aujourd'hui ce que nous avons toujours dit. Nous réclamons l'indépendance de la Rhodésie sur la base d'un gouvernement par la majorité et nous ne la reconnaîtrons jamais sans ce gouvernement par la majorité. Le principe selon lequel il ne saurait y avoir d'indépendance sans l'instauration d'un gouvernement par la majorité reste une formulation valable, quoique exprimée négativement, de notre revendication pour la Rhodésie.

Smith désire que l'indépendance de la Rhodésie soit reconnue sur le plan international. Il veut que les sanctions que l'Organisation des Nations Unies a décrétées contre la Rhodésie soient levées après qu'il eut fait semblant de déclarer l'indépendance du pays. L'Afrique et le reste du monde refusent de reconnaître l'indépendance de la Rhodésie à moins qu'elle n'aille de pair avec l'instauration d'un gouvernement par la majorité.

/...

En 1971, les Africains de Rhodésie ont rejeté les propositions, formulées alors par les Britanniques, "d'une évolution progressive vers un gouvernement par la majorité" une fois l'indépendance de la Rhodésie reconnue. En d'autres termes, le peuple africain du Zimbabwe, pleinement appuyé par l'Afrique libre, a déjà repoussé l'idée de reconnaître l'existence d'une Rhodésie indépendante.

Ian Smith doit accepter les conséquences de ses actes. Il a fait une déclaration unilatérale d'indépendance et cette déclaration a exclu toute étape intermédiaire vers l'indépendance.

Smith se trouve donc devant un choix politique bien clair s'il veut éviter une terrible guerre à son pays. Il peut accepter l'indépendance immédiate sur la base d'un gouvernement par la majorité, sans étapes intermédiaires. Ou bien il peut renoncer à la Déclaration unilatérale d'indépendance de 1965 et participer, aux côtés des dirigeants nationalistes, aux négociations avec le Gouvernement britannique pour l'indépendance toujours sur la base d'un gouvernement par la majorité. S'il choisit cette seconde méthode, il pourra peut-être réussir à négocier quelques étapes intermédiaires avant la mise en place d'un gouvernement par la majorité, suivant ainsi l'exemple des autres colonies ex-britanniques qui sont toutes passées par diverses étapes avant que leur indépendance ne soit reconnue.

Si Ian Smith et ses partisans veulent éviter la guerre, s'ils veulent que les sanctions soient levées, de deux choses l'une, ils peuvent soit accepter immédiatement le gouvernement par la majorité - et ainsi l'indépendance de leur pays serait reconnue - soit admettre que la Rhodésie est encore une colonie britannique qui peut passer par plusieurs étapes intermédiaires avant d'en arriver au gouvernement par la majorité et à l'indépendance.

J'espère qu'il n'y aura plus de malentendus. L'Afrique ne s'est pas brusquement prise de sympathie pour le colonialisme britannique. Le but que nous visons pour la Rhodésie est l'indépendance sur la base d'un gouvernement par la majorité. Nous préférerions qu'elle soit reconnue et mise en oeuvre dès maintenant mais si les Rhodésiens acceptent une période intermédiaire avant l'indépendance, c'est strictement leur affaire. La seule chose à laquelle l'Afrique tienne absolument, c'est que le transfert de pouvoir à la majorité ne s'opère pas après que l'indépendance aura été reconnue et les sanctions levées. Il faut qu'il ait lieu avant l'indépendance. L'indépendance de la Rhodésie doit se faire sur la base d'un gouvernement par la majorité, que ce soit maintenant, le mois prochain, l'année prochaine ou après de longues années de lutte.

Nous espérons que le Royaume-Uni et le reste du monde comprendront cette position et l'accepteront. Nous leur demandons en fait de maintenir les sanctions contre la Rhodésie jusqu'à ce que l'un des deux événements suivants se soit produit. Le premier événement qui justifierait la levée des sanctions serait que, dans une Rhodésie indépendante, un gouvernement par la majorité remplace le gouvernement minoritaire actuel. Nous sommes certains que le Gouvernement britannique accepterait la chose et adopterait la législation nécessaire pour

/...

donner un statut juridique à l'indépendance de la Rhodésie. L'autre justification à la levée des sanctions serait que le Royaume-Uni rétablisse son autorité en Rhodésie, durant une période intérimaire acceptable pour les nationalistes africains, en vue d'une évolution vers l'instauration d'un gouvernement par la majorité. J'estime qu'il s'agit là d'une solution qui n'est pas réaliste du point de vue politique. Mais si les Rhodésiens la préfèrent, le reste de l'Afrique devra s'incliner.

Monsieur le Président, la cause de la liberté en Afrique a beaucoup progressé en 1974. L'année qui s'annonce nous offrira de nouvelles possibilités et nous lancera de nouveaux défis. Les événements des 12 derniers mois doivent nous encourager et non pas nous amener à faiblir dans notre décision ni à relâcher nos efforts. Le Zimbabwe et la Namibie doivent être libérés. Leur tour est venu sur la liste de la libération de l'Afrique. Nous devons être prêts à mener pour eux des négociations sérieuses et difficiles chaque fois qu'une possibilité de progrès pacifique s'offrira. Nous devons inlassablement combattre pour la liberté lorsque ces conditions n'existent pas.

Le Comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine n'est pas encore au bout de ses peines. Le colonialisme et le racisme n'ont pas encore été vaincus en Afrique. Les Etats libres de notre continent ne peuvent relâcher leurs efforts maintenant que l'appui apporté au mouvement de libération a porté ses premiers fruits. J'espère qu'à la présente réunion, le Comité de libération étudiera la stratégie la plus apte à faire progresser la cause de la liberté en Afrique et qu'il formulera ses plans et prendra ses dispositions en conséquence.

Au nom de la Tanzanie, je vous présente nos meilleurs voeux de succès et, à tous les mouvements de libération d'Afrique, je souhaite une bonne année.